



Arrêté préfectoral complémentaire n°20230124-DEC-DACA0062 du **30 JAN, 2023**
portant prolongation d'autorisation d'exploiter de la carrière de la société ROFFAT
au lieu-dit « Estropy » sur la commune de PUYGIRON

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014174-0009 du 23 juin 2014 autorisant la société ROFFAT à exploiter une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune de Puygiron au lieu-dit « Estropy » sur une superficie de 8,5 ha pour une durée de 7 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 portant prolongation d'exploiter la carrière de la société ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2022 portant prolongation d'exploiter la carrière de la société ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

VU la demande présentée le 20 janvier 2023 par la société ROFFAT concernant la prolongation de 12 mois de la durée d'exploitation de la carrière précitée, dans les limites autorisées par l'arrêté d'autorisation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 janvier 2023 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 25 janvier 2023 et sa réponse favorable par courriel le 26 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT que les réserves de matériaux de la carrière de Puygiron, n'ont pas été totalement exploitées ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée de 12 mois et que la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

CONSIDÉRANT que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de l'instruction de la procédure d'autorisation environnementale relative au projet de renouvellement et d'extension de sa carrière ;

CONSIDÉRANT la diminution de la production maximale autorisée qui reste à 110 000 tonnes par an ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur entendu ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

ARTICLE 1 : PROLONGATION D'EXPLOITATION

La société ROFFAT est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune de Puygiron, au lieu-dit « Estropy » jusqu'au 23 mars 2024.

L'exploitation sera menée suivant les prescriptions de l'arrêté n° 2014174-0009 du 23 juin 2014 modifié par les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : PRODUCTION MAXIMALE AUTORISÉE

La production maximale autorisée est de 110 000 tonnes par an.

ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune de Puygiron.

Leur montant s'élève à :

Période 2023-2024	158 398 €
-------------------	-----------

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE par courrier (2, place de Verdun – BP 1135 – GRENOBLE Cedex 1) ou via le site internet « Télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux deux alinéas précédents.

ARTICLE 5: PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie de Puygiron pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme pendant une durée de quatre mois.


L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de Puygiron et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **30 JAN. 2023**

La Préfète


Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H

